

Les pauvres payent toujours plus :

défis auxquels les familles à faible revenu doivent faire face pour consommer un régime nutritif

De quoi traite la recherche?

Cette recherche examine les défis auxquels les familles à faible revenu doivent faire face quant à l'accès et au coût d'un régime nutritif en Ontario. Elle étudie le fait que les domiciles à faible revenu consomment une nourriture de mauvaise qualité en raison de l'augmentation des prix des aliments, les médiocres prestations d'assurance sociale et un manque de détaillants en alimentation dans les quartiers à bas revenu.



Ce que vous devez savoir :

L'alimentation et un régime adéquat sont des éléments essentiels dans toute société bien organisée et une population active en santé. Une population active en santé entraîne une espérance de vie plus élevée, une plus grande productivité du travail, des coûts de santé inférieurs, et un niveau de bien-être général plus élevé. En Ontario, le prix des aliments a augmenté à une plus grande allure que les prestations

d'assurance sociale, poussant les bénéficiaires de ces dernières à dépenser une plus grande partie de leur allocation en nourriture. Aujourd'hui, bon nombre d'Ontariens font face à la pauvreté et à la faim, et sont obligés d'utiliser les banques d'alimentation afin de subvenir à leurs besoins alimentaires. Cependant, les banques d'alimentation ne sont pas une solution permanente à la pauvreté et à la faim.

MOTS CLÉS

familles à faible revenu, la nutrition, l'alimentation, la santé, l'alimentation

Date du sommaire: avril 2013

SOURCE DE L'ARTICLE

Milway, J., Chan, K., Stapleton, J., & Cook, B. (2010). *The poor still pay more: Challenges low income families face in consuming a nutritious diet* by the Institute for Competitiveness & Prosperity, Toronto Public Health & Open Policy Ontario.

Quelles démarches ont été prises par les chercheurs?

Les chercheurs se sont reposés sur des études antérieures traitant des obstacles que doivent surmonter les ménages à bas revenu lorsqu'ils tentent d'acheter de la nourriture saine en Ontario. Ils ont étudié les taux de prestation d'assurance sociale, le type et le nombre de

détaillants en alimentation qui se trouvent dans les quartiers à faible revenu, ainsi que la valeur nutritive des aliments offerts. Ils ont également étudié la relation entre une alimentation nutritive et la qualité de vie, et son effet sur la société en général.



Quels sont les résultats?

Les chercheurs ont trouvé qu'au moins un ménage sur dix à Toronto ne peut pas se permettre une alimentation saine. Puisque les locations ne sont pas flexibles, les gens sacrifient les autres nécessités de la vie afin de couvrir leurs besoins en hébergement. Ils ont découvert que le prix de certains aliments, tels la viande, les produits de boulangerie et les produits laitiers, ont pris une avance considérable sur l'inflation comparativement à d'autres produits. Malheureusement pour les personnes qui ont

de la difficulté à mettre ces produits sur leur table, ces aliments représentent 60% des portions recommandées par jour pour un régime alimentaire sain. Les chercheurs ont également trouvé que l'abordabilité des aliments était un plus grand problème pour les personnes célibataires recevant l'aide sociale. Contrairement aux améliorations apportées aux prestations pour les ménages tenus par un parent seul allouées sous forme de la Prestation ontarienne pour les enfants, la Prestation fiscale canadienne pour les enfants et la Prestation universelle pour la garde d'enfants, les prestations d'assurance sociale allouées aux

personnes célibataires n'ont pas fait l'objet d'améliorations. Basé sur le Panier de provisions nutritif – Canada, une personne célibataire recevant des prestations d'assurance sociale doit dépenser 34% de son revenu afin de manger un régime nutritif. Les chercheurs ont également noté qu'il n'y a pas assez de détaillants en alimentation qui fournissent des aliments de qualité non transformés et des fruits et légumes frais dans les quartiers à faible revenu. Par conséquent, ces résidents doivent faire leurs achats d'aliments chez les dépanneurs, où les prix sont élevés et où on vend très peu de fruits et légumes.

COMMENT POUVEZ-VOUS UTILISER CETTE RECHERCHE?

Cette recherche peut être utilisée, en tant que solution à court terme, pour promouvoir une augmentation des prestations d'aide sociale. Les chercheurs suggèrent de séparer les prestations de logement des prestations d'aide sociale, de telle sorte que non seulement les bénéficiaires auront plus d'argent à leur disposition pour acheter des aliments, mais aussi de façon à les rendre accessibles aux travailleurs pauvres qui n'y sont actuellement pas admissibles. Ils suggèrent également d'atténuer les restrictions de zonage et les règlements fiscaux pour les impôts fonciers des propriétés commerciales afin d'encourager les chaînes d'épicerie (qui peuvent offrir des aliments nutritifs à des prix plus bas que les dépanneurs existants) à s'installer dans les quartiers à faibles revenus. Cette recherche peut aussi être utilisée pour établir un bien-fondé visant à éliminer la gestion des approvisionnements en tant qu'élément de la politique agricole au Canada. Ces politiques entraînent des prix d'aliments plus élevés, ce qui affecte de façon disproportionnée les familles à faible revenu.

Au sujet du chercheur :

James Milway

est Chancellor of Temporal Affairs de Archdiocese de Toronto. Il



a été directeur exécutif de Competitiveness and Prosperity quatre ans.